

SOCIAL

800 manifestants hier, « on sera 1 600 la prochaine fois ! »

La colère est montée d'un cran. Après un tour de chauffe le 29 septembre, le nombre de manifestants dans l'Aube a doublé, ce mardi 18 octobre. De tous horizons, tous avaient une même revendication : l'augmentation des salaires.

ANNE-CLAIRE GROSS

Il y a une prise de conscience des Aubois, on est le double du 29 septembre », se félicite Laurent Gaïllac, représentant départemental de Solidaires non loin des bureaux du Medef, boulevard Casimir-Périer à Troyes, où s'est arrêté un cortège de près de 800 personnes ce mardi après-midi, répondant à l'appel de l'intersyndicale – CGT, FO, FSU et Solidaires – à une manifestation interprofessionnelle pour la hausse des salaires.



« Réquisition des dividendes et non des salariés ! »

Stéphanie Peyrouse, UDFO

« Le détonateur de la mobilisation d'aujourd'hui, c'est la réquisition des raffineries », résume Sylvie Gateau, à la tête de la CGT de l'Aube. Parallèlement aux revendications salariales, la mobilisation visait en effet également la défense du droit de grève alors que le gouvernement a réquisitionné des salariés grévistes afin d'assurer le fonctionnement des raffineries. « Réquisition des dividendes et non des salariés ! » scande Stéphanie Peyrouse, secrétaire générale de l'union départementale de Force ouvrière, acclamée par la foule devant la préfecture de l'Aube.

« On est là aussi pour ceux qui ont de petits salaires et qui ne peuvent pas se permettre de faire grève et sont découragés » « Il faut agir sur les salaires à hauteur de l'inflation. » Les salaires, mais aussi « les minima sociaux », appuie-t-elle. Dans un « département où les salaires sont plus bas que la moyenne », souligne Sylvie



Devant la préfecture, les rangs se sont gonflés, moins de trois semaines après la première manifestation de l'intersyndicale. Photo Yann Le Blévec

Gateau, « on n'en démord pas », ajoutant que « les chèques et primes versés ne répondent pas à la situation ». Sans oublier, « en filigrane, la réforme des retraites et de l'assurance chômage. » Dans le cortège, les générations se mélangent en effet, des retraités aux plus jeunes. Et ils ont fait le déplacement de toute l'Aube – ici des banderoles syndicales de

Nogent-sur-Seine, Bar-sur-Aube... – voire même interrompu leur shopping pour manifester, comme ces trois retraitées originaires d'Île-de-France. « On ne pouvait pas aller manifester près de chez nous car on passe quelques jours ici, alors on est venues soutenir les travailleurs. Travailleurs et retraités, c'est le même combat. » Et ce, alors que « l'énergie, l'essence »

augmentent. Une préoccupation qui revient sans cesse. « La vie est chère », soupire un autre manifestant.

POUR SUIVRE LES LUTTES DANS LES ENTREPRISES

« Il y a un mécontentement général, toutes catégories socioprofessionnelles confondues », remarquent Ludovic, Thomas, Mathilde et Gaëlle. Salariés dans le milieu médico-social associatif, ils pointent notamment des salaires bloqués depuis de longues années, une prime Ségur à 183 € loin de compenser l'inflation. « Je suis infirmier depuis 18 ans, je gagne 2 000 € », fait remarquer l'un d'eux. Si une suite doit être donnée au mouvement, ils seront là. « On est là aussi pour ceux qui ont de petits salaires et qui ne peuvent pas se permettre de faire grève et sont découragés. » Lili et Nora, en-

seignant dans le premier degré, sont « très inquiètes ». « Il faut un changement. On est dans une phase critique. La fonction publique va mal et pas qu'elle. » Les syndicats appellent à « poursuivre les luttes dans les entreprises », annonçant déjà qu'ils « continueront à être dans la rue ». « On va être là tout l'automne. On sera 1 600 la prochaine fois, promet Laurent Gaïllac, de Solidaires. L'abondance, elle est dans la rue. » ■

Défendre la voie professionnelle

Dans l'Aube, 1,71 % des enseignants du 1^{er} degré et 6,87 % dans le second ont fait usage de leur droit de grève ce mardi. Chiffre qui ne spécifie pas la proportion de grévistes dans les lycées professionnels. Certains enseignants de cette voie étaient présents dans le cortège, menés par Laurence Coppel, secrétaire départementale de la CGT Educ'Action. « Pas de bac d'élites, pas de bac pouibelle. Des moyens pour la voie professionnelle », revendique une pancarte devant la préfecture de l'Aube. « La réforme de la voie professionnelle est méprisante pour les élèves. On va confier leur formation à des entreprises alors qu'on a des professeurs formés pour ça. Ça sous-entend aussi que les professeurs ne servent plus à rien. »



Retrouvez
notre
reportage
en vidéo sur

lest-eclair.tv